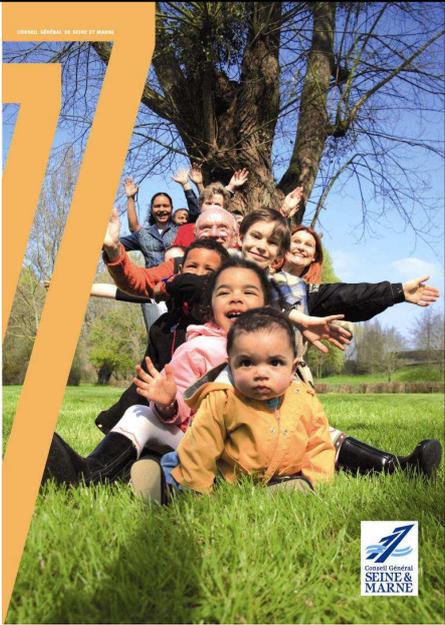
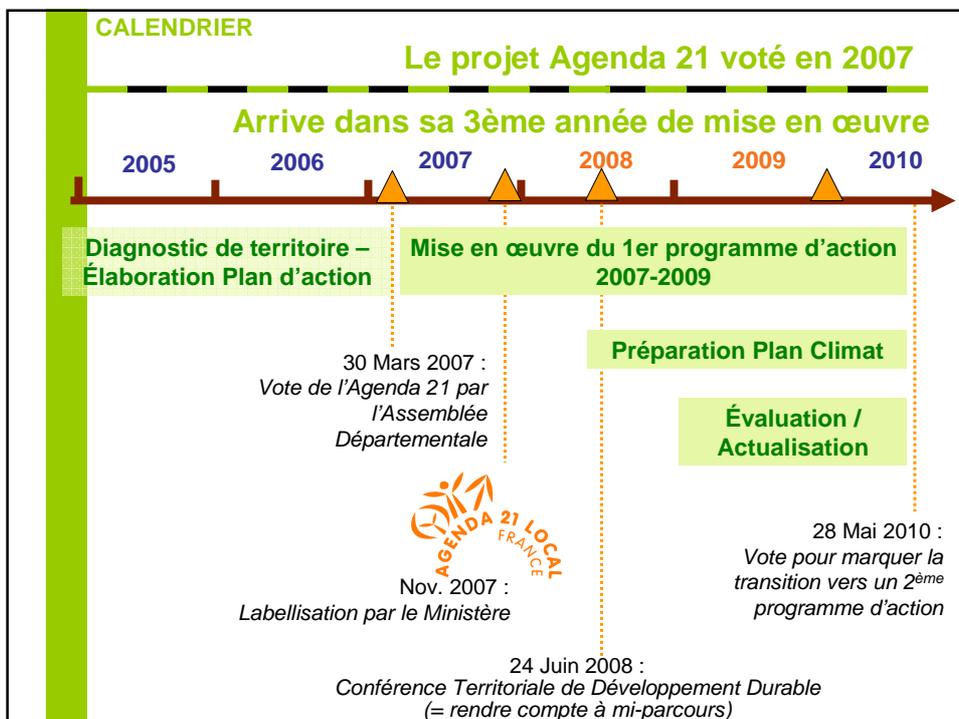


CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE ET MARNE

Agenda 21
du Conseil général de Seine-et-Marne
 21 Janvier 2010

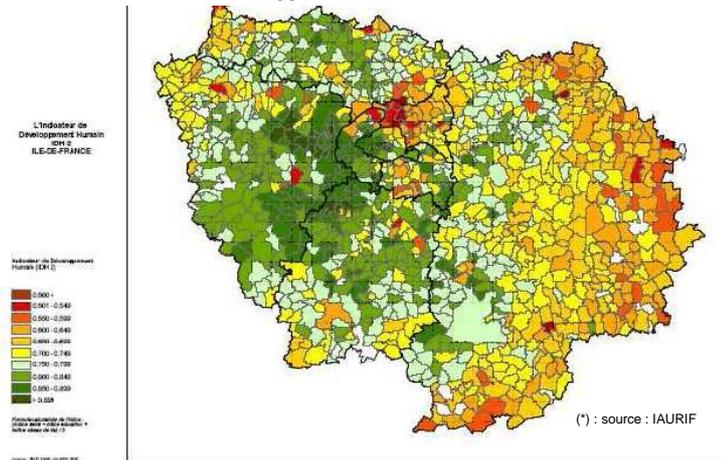
Rencontre régionale Agendas 21 de 2010 - réseau TEDDIF
 Témoignage pour l'atelier Cohésion sociale, solidarité et épanouissement humain



Indicateur territorial de développement durable qui montre les spécificités de la Seine-et-Marne...

Finalité 3 : « épanouissement des êtres humains » => IDH-2 :

L'Indice de Développement Humain (*) : à partir de trois indices dimensionnels (santé, éducation et diplôme, revenu) - qualité du développement humain sur le territoire de l'Île de France



IDH = besoins des générations présentes – dont celles souffrant d'exclusions (finalité 4)

PARTI PRIS

Caractéristiques du 1^{er} programme d'action 2007-2009 = Agenda 21 d'institution

3 TYPES D' ACTIONS
DANS UN AGENDA 21

■ Actions portant sur le fonctionnement interne de la collectivité (éco-responsabilité)

La moitié des 50 correspondants DD du CG77 sont dans les MDS (Maisons Départementales des Solidarités)

■ Actions portant sur les compétences (obligatoires) de la collectivité

43% du budget du CG77 sur les politiques « action sociale / solidarités » (contribution par l'A21 plus modeste !)

■ Actions amenant la collectivité à jouer un rôle de catalyseur

Une action phare de l'Agenda 21 : Plan pour démographie médicale

Sur les 2 finalités : cohésion sociale et solidarités / épanouissement humain, on retrouve cette typologie d'action

Clause d'insertion sociale dans les marchés publics (actions 39)

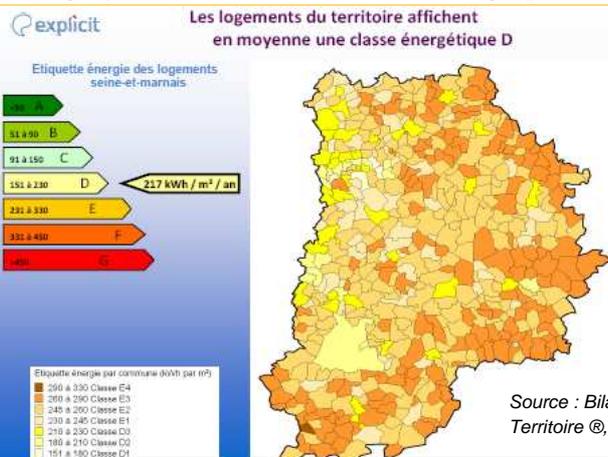
Généralisation de la clause d'insertion dans **les marchés publics du département** :
 vote par l'Assemblée départementale en novembre 2008
 + signature de la **Charte départementale de partenariat** pour la mise en œuvre en fév. 09
 (à la disposition des collectivités infra-départementales en démarche Agenda 21)

Action 39A Agenda 21	Montant assiette financière (M€)	Nombre de marchés avec clauses d'insertion sociale	Nombre d'heures en insertion ^[1]
<p>Clause d'insertion sociale dans les marchés de travaux du département</p> <p>(seuil : marchés de plus de 1 M€ et d'une durée supérieure à 3 mois)</p>	<p>-une 1^{ère} estimation (entre mi-2009 et fin 2010) : 85 M€</p> <p>-estimation à réactualiser après arbitrages budgétaires de fin 2009</p>	<p>13 notifications programmées entre mi-2009 et fin 2010</p> <p>(2 directions du CG77 concernées : Bâtiments & Collèges + Routes)</p>	<p>Evaluation du « gisement » (ex-ante – à titre de « dialogue interne »)</p> <p style="text-align: center;">↓</p> <p>Suivi assuré par Initiatives 77</p>

[1] Indicateur utilisé par les Conseils Généraux de Gironde, du Finistère,...

Prévention de la précarité énergétique des particuliers, par la mise en place du volet préventif du FSL (action 19)

La lutte contre la précarité énergétique passe par des actions préventives au traitement des impayés de facture (FSL) : par le financement des diagnostics énergétiques et des travaux de maîtrise de l'énergie (partenaire : PACT'77)



Formation de 300 travailleurs sociaux des Maisons Départementales des Solidarités à l'économie de charges en cours (PACT'77)

Progression du taux d'emploi des personnes handicapées au CG77 (action 31A)

Leviers : divers et coordonnés

-La **Charte d'accueil et d'intégration des travailleurs handicapés** (novembre 2007) signée par l'ensemble des organisations syndicales.

- mentionnée sur les **offres d'emploi**
- création d'un **guide pratique**

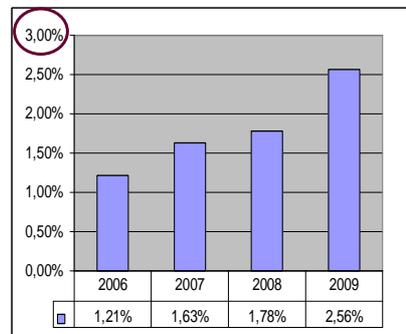
-Dispositif « **guichet unique** », géré par 2 cadres conseil en orientation professionnelle

-**Formations « recruter la diversité »** pour plus de **550 encadrants** du CG77 : intégration des personnes handicapées

-**Forte motivation financière** en vertu de la loi du 11 février 2005 (= cotisation à verser au FIPHFP)

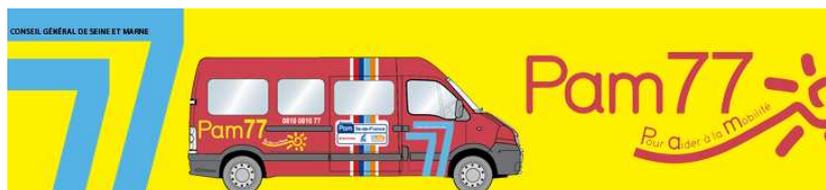
-**Convention de 3 ans (2009-2011) avec le FIPHFP**

Résultats...encore en dessous des 6% réglementaires



Taux d'emploi dans la fonction publique territoriale : 3,84%
Taux d'emploi au CG77 à fin 2009 (pour déclaration 2010) : **3,57%**

PAM 77 : transport à la demande des personnes handicapées (action 18C)



(Action 18C – nouveau service <http://www.pam77.info/>)

-Le réseau PAM a été mis en place par la Région IDF et le STIF (Syndicat des Transports de l'IDF) en commençant par Paris en 2002

-Les autres départements se sont progressivement joints au réseau et la Seine-et-Marne est l'avant dernier (8 départements franciliens)

-**Bénéfice pour l'utilisateur** : amélioration de l'amplitude horaire et annuelle, et de l'étendue géographique (toute l'Île-de-France)

« Insertion de personnes éloignées du marché de l'emploi » (action 31B)

• Emplois d'insertion créés au sein de l'institution :

N° Action	Libellé de l'action	Eléments de contexte	Emplois créés	Commentaires
31B	<p>Lutter contre toutes les discriminations à l'embauche :</p> <p>insertion de personnes éloignées du marché de l'emploi à des fonctions d'ATTEE pour les collègues (contrats d'avenir et contrats d'accompagnement dans l'emploi)</p>	<p>Ces personnels ATTEE deviennent suite aux <u>lois de décentralisation de 2004</u>, des agents du CG77 :</p> <p>-avant : gestion de ces contrats depuis Initiatives 77, organisme associé,</p> <p>-après : gestion par la DRH au CG77</p>	<p>Nombre de contrats actifs :</p> <p>2007 : 149</p> <p>2008 : 199</p> <p>2009 : 199</p>	<p>En partenariat avec le réseau des Associations d'Accompagnement vers l'Emploi (AAVE) et du Pôle Emploi</p> <p>Coût d'un contrat aidé pour le département : 12 000 €</p>

« Exemplarité » du Conseil général comme employeur

« Susciter et soutenir la création d'un réseau départemental de ressourceries-recycleries » (action 25)

• Un des gisements d'emplois d'insertion sur le territoire étudié :

N° Action	Libellé de l'action	Etude livrée	Gisement d'emplois caractérisé	Commentaires
25	<p>Susciter et soutenir la création d'un réseau départemental de ressourceries-recycleries</p>	<p>4^{ème} trim. 09 -cohérence avec validation du PREDMA (=outil de planification régional)</p>	<p>En moyenne :</p> <p>-Structure à emploi pérenne : 10 salariés</p> <p>-Structure d'insertion : 25 salariés (6 à 120 !)</p> <p>-Structure en démarrage : 3 à 8 avec évolutions</p>	<p>-Un projet sur Vaux le Pénil qui serait la 1^{ère} ressourceries-recycleries de Seine-et-Marne (+ 2 réflexions)</p> <p>-Obj. PREDMA 2019 : 1 structure par syndicat de traitement soit 8 pour la Seine-et-Marne</p>

Une contribution du Conseil général hors de ses compétences obligatoires (en IDF : déchets = compétence régionale)

Eco-conditionnalités des aides à l'investissement du CG77 (action 42)

Action 42 Agenda 21	Montant assiette financière (MC) <u>% sous éco- conditionnalités</u>	Règlements d'aides mis sous éco- conditionnalités	Mesures d'accompagnement
Mettre en place progressivement une éco-conditionnalité des aides à l'investissement	70 MC -estimation à réactualiser après arbitrages budgétaires de fin 2009 Part de l'assiette sous éco-conditionnalités : -10% (2008) -50% (début 2010)	Aides aux collectivités territoriales (eau, puis bâtiments et aménagement d'espaces publics) Rapport transverse présenté à l'Assemblée le 20 novembre 2009 : Socle commun de critères d'éco-conditionnalités	80 journées-agent de formation « socle commun » (8 directions concernées)  ↓ Guide des aides sous éco-conditionnalités (pour l'interne, les demandeurs d'aides et les partenaires)

...un signal positif en faveur de la « croissance verte » (dont efficacité énergétique dans le bâtiment, secteur qui propose des emplois d'insertion) (en cohérence avec le soutien financier du CG77 à **BATIR'ECO (action 9A)**)

A titre de conclusion provisoire (évaluation / actualisation de l'Agenda 21 en cours)

- ◆ « Bonne adéquation entre les actions et les compétences départementales »
 - ✓ Actions variées, complémentaires et pertinentes au regard de la lutte contre les exclusions (et la réduction des fractures territoriales)
 - ✓ Mieux utiliser « **les Maisons [Départementales] de la solidarité** qui sont des piliers importants de votre territoire »
- ◆ Dans le contexte seine-et-marnais, le transport est un frein à la lutte contre l'exclusion et à l'insertion professionnelle –prise de conscience récente (2008)
 - ✓ Plus forte portée des déplacements en IDF pour le travail et les études
 - ✓ Corollaire : le **Plan Climat énergie départemental** en préparation est un vecteur de lutte contre les exclusions (précarités énergétiques)
 - ✓ L'organisation des transports en IDF est mutualisée au niveau régional (CR et STIF)
- ◆ Agenda 21 et rapport de DD (article 101 de Grenelle 2) : pour assurer une plus grande « lisibilité » de l'action départementale pour la cohésion sociale
 - ✓ Les solidarités étant la **compétence obligatoire** majeure d'un CG77, l'Agenda 21 n'est pas forcément le vecteur privilégié pour porter ce sujet
- ◆ Les principes d'action DD (et leur application effective) peuvent être un facteur stimulant la transversalité au sein des services départementaux
 - ✓ Ex : le principe de **participation** (inscrit dans la loi) : le Schéma d'Orientation du Service Social prévoit la mise en place d'un Conseil Consultatif des Usagers (action 17)